

Accord-cadre de coopération interuniversitaire

Entre

Institut National d'Enseignement Supérieur pour l'Agriculture, l'Alimentation et
l'Environnement

L'INSTITUT AGRO

Et

Universidade Federal do Recôncavo da Bahia

Entre les parties suivantes :

L'institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (l'Institut Agro) créé par décret n°2019-1459 publié au Journal Officiel du 27 décembre 2019, ci – après désigné « l'Institut Agro ».

L'Institut Agro est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) placé sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, représenté par Anne-Lucie WACK en tant que Directrice Générale et dont le siège social est à 42 de rue Scheffer 75016 Paris, France.

L'institut exerce, dans les domaines des sciences et technologies de l'agronomie, de l'agroécologie, de l'alimentation, de l'agroalimentaire, de l'horticulture, du paysage, de la forêt, de la gestion durable des ressources naturelles et des territoires, de l'environnement et du vivant, les missions suivantes :

- Formations et délivrance des titres d'ingénieur et de doctorat pour lesquels il est accrédité ;
- Activités de formation initiale et continue, de recherche, de diffusion des connaissances, d'expertise et d'appui à l'innovation et à la création d'entreprise ;
- Contribution à la formation initiale et continue des cadres de l'Etat ;
- Participation au rayonnement et à l'attractivité de la France et à la coopération scientifique, technique et pédagogique internationale ;

Et :

L'UNIVERSITÉ FÉDÉRALE DU RECÔNCAVO DE BAHIA, est une institution publique d'enseignement, de recherche et de vulgarisation, ci-après dénommée UFRB, dont le siège est situé Rua Rui Barbosa, 710.

Centro - Cruz das Almas - Bahia, BRÉSIL, CEP 44380-000, CNPJ 07.777.800 / 0001-62. Représenté par son Recteur ,le M. Dr. Fabio José Souza dos Santos

L'UFRB est une autarcie, créée par la loi 11.151 du 29 juillet 2005, qui développe des activités d'enseignement, de recherche et de vulgarisation. Conformément à ses statuts, l'UFRB dispose d'une autonomie administrative pour signer des contrats, des accords, des conventions et des instruments similaires.

ci-après dénommées "Les Parties"

Considérant les engagements communs de la France et du Brésil à inscrire leurs actions, dans les grands axes de coopération qu'encourage et développe l'Organisation des Nations Unies, dans les domaines :

- du droit international,
- de la sécurité internationale,
- du développement économique,
- du progrès social,
- des Droits de l'homme,

Pour le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde en resserrant, par l'éducation, la science, la culture et la communication, la collaboration entre les nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'Homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, que la Charte des Nations unies reconnaît à tous les peuples,

Pour l'intérêt majeur que représente, pour la France et pour le Brésil, l'objectif porté par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) d'aider à construire un monde libéré de la faim.

L'Institut Agro et l'UFRB concluent le présent accord :

Article 1°: Objectif de cet accord

Cet accord a pour objectif de promouvoir une coopération dans les domaines de la recherche et de l'enseignement entre les deux institutions, renforcer les partenariats scientifiques, favoriser les mobilités d'enseignants chercheurs, personnels et étudiants, développer les programmes d'échanges et de recherche sur une base de réciprocité et d'intérêt mutuel.

Le présent accord vise à faciliter les activités d'échange et de coopération entre les institutions dans les domaines de la formation et de la recherche. Ces activités peuvent prendre les formes suivantes :

- 1) Mobilité d'étudiants pour des stages universitaires ou en entreprise ;
- 2) Mobilité d'étudiants aux niveaux ingénieur, master et doctorat pour suivre un programme de formation dans l'établissement partenaire,
- 3) Mobilité des chercheurs et enseignants chercheurs pour des activités de formation ou de recherche ;
- 4) Mobilité des collaborateurs pour partager les bonnes pratiques ;

Article 2°: Mise en œuvre

La coopération entre l'Institut Agro et l'UFRB, par le présent accord cadre, appelle la conclusion d'accords particuliers prenant la forme de projets ou de programmes. Les programmes regroupent un ensemble cohérent de projets.

Chaque programme ou projet fait l'objet :

- D'une convention spécifique constituant un avenant au présent accord cadre
- De la désignation d'un chef de projet ou responsable de programme par chacune des parties
- D'une évaluation annuelle commune sous la forme d'un échange de notes synthétiques « bilan/perspectives »

Conformément à leurs normes et règlements, et selon l'intérêt mutuel des deux parties, les deux institutions pourront coopérer dans l'un ou plusieurs des domaines suivants :

- Mobilité d'étudiants dûment inscrits et de personnel académique et administratif.
- Programmes de recherche et publications scientifiques conjointes.
- Echange d'informations sur les programmes d'enseignement et les méthodes d'enseignement.
- Organisation conjointe de séminaires, d'ateliers, de cours, de conférences et d'autres activités similaires liées à ses programmes universitaires et scientifiques.
- Programmes de double diplôme.
- Cotutelles de thèse de doctorat
- Tout autre type de collaboration pouvant intéresser les Parties.

Article 3°: Echange académique non diplômants d'étudiants

Les étudiants qui participent au programme devront être dûment inscrits à l'établissement d'origine (EO).

L'échange pourra se dérouler durant un ou deux semestres. Les dates des semestres académiques sont indiquées en annexe de cet accord.

Ils seront admis à suivre des cours de l'établissement d'accueil (EA) sans droit d'obtention d'un diplôme de l'EA

3.1 Niveau d'étude

Pour participer au programme d'échange, les étudiants de l'UFRB et de l'Institut Agro doivent avoir complété :

- A. 3 ans d'études universitaires à l'Institut Agro.
- B. 70% d'achèvement du cours à l'UFRB

3.2 Niveau de langue

Tous les étudiants doivent répondre aux conditions d'admission exigées par l'EA en relation avec la maîtrise de la langue.

- Les étudiants de l'Institut Agro sont tenus de justifier de leurs compétences linguistiques en langue portugaise.

- Les étudiants de l'UFRB sont tenus de justifier de leurs compétences linguistiques en français et/ou en anglais, selon les normes de l'Institut Agro, en fonction des cours suivis lors de l'échange. En particulier pour le programme BRAFAGRI, le niveau requis de la langue française est B1.

3.3 Sélection

L'EO est responsable de la sélection des étudiants qui participeront au programme. Il prend en considération pour d'évaluation, selon ses propres critères, le niveau d'études de chaque candidat, ses résultats académiques et sa maîtrise de la langue d'enseignement dans l'EA.

La candidature des étudiants présélectionnés par l'EO est transmise avant la date limite de candidature déterminée par l'EA.

L'acceptation des étudiants qui participeront au programme est la responsabilité de l'EA. Celui-ci analyse les dossiers selon ses critères propres et tient compte des places disponibles dans l'accord ou dans les cours choisis par les étudiants, la capacité à les recevoir et l'adéquation entre la formation des étudiants et les prérequis exigés par les cours qu'ils auront choisis.

L'EA informe l'EO de sa décision finale d'admission dans les deux mois suivant la date limite de candidature. En cas de rejet des demande, l'EA doit justifier sa décision.

Afin de garantir une qualité d'accueil optimum, l'EO doit informer l'EA de toutes difficultés résultant d'un handicap ou d'un besoin spécifique d'accompagnement que pourrait présenter un étudiant sélectionné.

3.4. Reconnaissance académique :

Toute participation à des cycles d'enseignement formels de l'EA dans un cadre non diplômant donne lieu à un dossier de candidature dans l'EA et à l'élaboration d'un contrat d'études précisant les cours qui seront suivis dans l'EA.

Le contrat d'études est validé par un responsable de l'EA et envoyé dans un délai raisonnable à l'EO pour acceptation et validation avant l'arrivée de l'étudiant à l'EA.

Les cours suivis donnent lieu à un test de connaissances.

L'EA délivre un relevé de notes faisant état des formations suivies et des résultats obtenus. Ces résultats seront pris en compte par l'EO dans le curriculum de l'étudiant selon ses modalités propres.

Article 4° : Obligations et droits des étudiants participant à des séjours d'études

Les étudiants participant à des échanges d'études non diplômants sont inscrits et payent les droits d'inscription et frais de formation dont ils sont responsables dans leur EO.

Ils sont inscrits de plein droit dans l'EA et sont exonérés des frais d'inscription et de formation dans l'EA, sauf exception accordée entre les parties.

EO fait de son possible pour aider au financement des frais de séjours, en cherchant les soutiens financiers disponibles (autorités gouvernementales, partenaires industriels, etc.).

Les étudiants ont dans l'EA les mêmes droits et devoirs que les étudiants de cet établissement pendant leur participation au programme.

Ils s'engagent à respecter le programme d'études approuvé par les deux établissements.

Ils se conforment aux exigences de l'établissement hôte en matière d'assurance et de sécurité sociale. Il doivent notamment attester d'une assurance responsabilité civile, d'une assurance rapatriement, d'une protection individuelle accident et d'une assurance santé. Les parties signataires de cet accord n'assumeront aucune responsabilité pour les coûts liés aux accidents, maladies, l'évacuation sanitaire ou rapatriement des participants à cet échange.

Les étudiants en mobilité doivent se conformer aux règlements migratoires du pays hôte, y compris l'obtention du visa étudiant correspondant à leur situation. Ils effectueront eux mêmes les démarches nécessaires à l'obtention de leur visa et prendront en charge les frais correspondants.

Les étudiants en échange prennent par ailleurs en charge les frais liés au voyage, logement, nourriture, déplacement, assurances, achat de matériel d'étude ainsi que toutes les dépenses personnelles pendant la durée de leur séjour à l'EA..

Tout manquement à ces règlements entraînera l'arrêt immédiat de la mobilité, en plus de l'application régulière de la loi.

Article 5° : Stages en entreprise ou stages de recherche dans l'EA

5.1 : Désignation des stagiaires

Dans tous les cas, chaque candidat à un stage doit être recommandé par un enseignant de l'EO. Cette personne devient le référent du candidat et l'aide à se préparer pour un stage à l'étranger dans le domaine choisi.

Autoriser le départ de l'étudiant à effectuer des stages, à condition que l'activité susmentionnée se produise conformément aux réglementations, résolutions et autres normes internes de l'EO.

5.2 : Suivi des stagiaires

L'EA nomme à son tour un tuteur de stage qui, en relation avec le référent de l'EO, propose le sujet de travail précis et suit les travaux de l'étudiant durant son stage en milieu académique ou industriel, en lui donnant accès aux moyens nécessaires (documentation, informatique, etc.). Les conditions de chaque stage doivent être détaillées dans un plan de travail. Le contenu du plan de travail doit être approuvé par le référent de l'EO et le tuteur de l'EA et inclure un calendrier détaillé des activités qui seront développées. Aucun candidat ne sera accueilli pour un stage au sein de l'EA sans l'approbation préalable et explicite du plan de travail par les deux parties.

Les conditions régissant chaque stage doivent être formalisées selon les procédures en vigueur à l'EA.

5.3 Dispositions légales

Les étudiants sont soumis aux politiques et règlements de l'université d'accueil et du pays (exemple: l'obtention d'une catégorie spéciale de visa selon les règlements d'immigration si nécessaire). Toute contravention peut entraîner la fin du séjour de l'étudiant.

L'acceptation de la participation à un stage ne constitue pas une admission à un programme d'études universitaires à EO.

5.4 : Évaluation du stage

L'évaluation du stage est définie en fonction du type de stage réalisé et des exigences de l'EO pour la validation de cette mobilité.

Article 6° : Financement du stage

Dans la mesure de leurs possibilités budgétaires, les partenaires font tout leur possible pour aider les stagiaires à trouver un financement et mettent à leur disposition l'encadrement et équipements de laboratoire. Une gratification éventuelle de stage peut être accordée au stagiaire selon la réglementation en vigueur dans le pays de l'EA et/ou la décision de l'EA ou de l'entreprise d'accueil.

Une aide à la recherche d'un logement et des conditions financières préférentielles pourront être accordées. Les frais de transport ne seront en aucun cas à la charge d'EA.

Les étudiants sélectionnés doivent assurer à l'EA qu'ils disposent de fonds suffisants pour le bon déroulement de leur séjour.

Tous les coûts de transport, visa, assurance médicale/maladie (hospitalisation, interventions chirurgicales, urgences dentaires, évacuation sanitaire et rapatriement du corps), et les frais du séjour (hébergement et nourriture) sont la responsabilité du participant individuel à un stage, et aucune des deux institutions n'est responsable de ces frais.

Article 7° : Mobilité doctorale

Les institutions partenaires sont disposées à accroître leur coopération scientifique, notamment par l'échange d'étudiants dans le cadre d'études doctorales.

Pour des mobilités partielles (Erasmus par exemple) en dehors du cadre d'une cotutelle, le doctorant sera considéré comme un étudiant d'échange, exonéré de frais d'inscription et de formation.

Article 8° : Mobilité des enseignants, chercheurs et personnels

8.1 : Dispositions générales

Les deux parties encouragent le développement d'initiatives de recherche collaborative et l'échange d'information entre individus et les groupes travaillant dans chaque établissement.

Les responsables de l'accord vérifient que les mobilités proposées procurent un bénéfice mutuel aux deux institutions et préservent un juste équilibre entre elles.

Chaque situation particulière d'échange d'enseignants, chercheurs et de personnels est évaluée et approuvée par la composante à laquelle sont rattachés les candidats à la mobilité dans l'EO.

Les échanges sont soumis au consentement du ou des département(s) ou laboratoire(s) qui recevront l'enseignant, le chercheur ou le personnel, et approuvés par les canaux appropriés.

Les conditions de travail sont soumises à un accord préalable écrit.

8.2 Rémunération, frais et assurances

Conformément aux lois et réglementations en vigueur dans chaque Etat, les enseignants, chercheurs et personnels en échange continueront à être payés par leur institution de rattachement.

Conformément aux termes de cet accord, les enseignants, chercheurs et personnels en échange doivent présenter une attestation de police d'assurance couvrant lors du séjour et des déplacements dans le pays d'accueil, les risques suivants : maladie, hospitalisation, accident, rapatriement, responsabilité civile.

Les enseignants, chercheurs et personnels en situation de mobilité devront se conformer aux lois sur l'immigration et réglementations en vigueur dans le pays de l'IR et seront responsables de l'obtention des visas nécessaires.

8.3 Engagements de l'EA

L'IR s'engage à fournir un espace de travail et l'accès aux bibliothèques et installations techniques appropriées, aux enseignants, chercheurs ou personnels en mobilité selon ce qui aura été convenu au préalable.

8.4 Activités durant le séjour dans EA

Les personnels participant à la mobilité est tenu de respecter la procédure administrative en vigueur dans leur établissement d'attache pour l'organisation de leur mission, qui comprend, entre autres, un plan de travail convenu par les parties.

Ils peuvent donner des cours, des conférences, étudier les axes de recherche possibles et prodiguer des conseils aux étudiants de EA, selon ce qui aura été déterminé d'un commun accord entre les établissements et selon chaque cas particulier.

Les enseignants visiteurs doivent avoir une bonne maîtrise de la langue d'instruction (B2 au Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues - CECR) s'ils sont appelés à donner des cours.

Article 9° : Dispositions générales

9.1 : Nombre étudiants:

Le nombre d'étudiants admis à participer aux différents programmes (échange, études doctorales...) est déterminé pour chaque année, par entente entre les parties en fonction du nombre de places dans les programmes d'études. L'équilibre des échanges sera recherché sans toutefois avoir de caractère obligatoire

9.2 : Accompagnement de IR

L'IR s'engage à accompagner les étudiants, doctorants, enseignants, chercheurs ou personnels en mobilité dans leur installation et notamment à les aider à se loger convenablement et à les assister pour les formalités d'immigration sur place.

9.3 : Communication :

Chaque établissement s'engage à faire la promotion de cet accord et à cette fin s'engage à partager tout document de nature à renseigner les candidats sur les programmes d'études offerts.

9.4 : Suivi du programme :

Les deux parties se consulteront autant que nécessaire et se rencontreront au moins une fois par an pour évaluer ses résultats et envisager les développements possibles du programme. Chacun des établissements désignera en son sein une ou plusieurs personnes chargées de la mise en œuvre et du suivi des actions envisagées.

Article 10°: Durée et résiliation

a) Durée en renouvellement :

Le présent accord entre en vigueur à la date de la dernière signature et a une durée de validité de cinq (5) ans. Chacune des parties est responsable de la collecte de toutes les autorisations par lesquelles la validité de sa signature peut être conditionnée. Après cinq (5) ans, uniquement dans des circonstances exceptionnelles, dûment justifiées et sur autorisation de l'autorité supérieure, la durée peut être prolongée de 12 (douze) mois au maximum. L'accord peut être renouvelé, par consentement mutuel et par écrit, au moins 3 (trois) mois avant la date d'expiration.

b) Modification et résiliation :

Les modifications à cet accord seront faites uniquement avec le consentement mutuel écrit des parties, à l'initiative de l'un ou l'autre établissement. Le présent accord pourra être dénoncé à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve du respect d'un préavis de six mois et de l'achèvement des travaux d'échanges en cours.

Article 11°: Droit de propriété intellectuelle

Les deux institutions faciliteront la publication conjointe, l'exploitation et la protection des résultats, conformément aux procédures relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle et industrielle spécifiques à chaque pays.

Les deux Parties s'engagent à mentionner systématiquement les noms des deux institutions dans les publications, les rapports, les présentations, les activités et tout ce qui est considéré comme un produit de l'effort commun de collaboration et de coopération convenu par le présent accord.

Article 12°: Respect des engagements internationaux :

L'Institut Agro et l'UFRB se réservent le droit de suspendre sans délai et de manière unilatérale cette coopération en application

- i. soit de la Loi,
- ii. soit d'un accord international régulièrement ratifié ou approuvé,
- iii. soit d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies,
- iv soit sur demande de leurs tutelles respectives.
- v. en cas d'inexécution par l'autre partie de ses obligations

Le présent accord peut être dénoncé par chacune des deux Parties en respectant un préavis de 6 mois.

Article 13°: Règlement des différends :

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'application du présent accord et des accords spécifiques ultérieurs seront réglés par voie de négociation directe.

Article 14°: Engagement des parties :

- a) Pas d'existence de relations de travail :

Dans toutes les actions en vertu du présent accord et des accords spécifiques ultérieurs, les parties conviennent que les employés ou les sous-traitants de chaque établissement opéreront sous la seule direction de l'établissement qui a établi leur relation de travail ou contractuelle.

- b) Pas d'existence du régime de solidarité :

Il n'existe pas de régime de solidarité entre les parties souscrites dans le présent accord, du fait que chacun est responsable des obligations qu'il a contractées.

- c) Transfert :

Les parties ne peuvent transférer aucune partie de cet accord à une tierce personne ou entité, sauf avec l'autorisation écrite préalable de l'autre partie.

Article 15°: Conditions financières :

Le présent accord ne génère par lui-même aucune obligation financière pour quelque Partie que ce soit.

Les Parties conviennent que les activités relevant du présent accord et d'autres dispositions et plans d'activités spécifiques seront mises en œuvre conformément aux capacités et aux ressources dont disposent les parties.

Article 16° : Représentation institutionnelle

Les parties désigneront un comité mixte chargé de la coordination, de l'élaboration et de la

suivi de cet Accord de Coopération, animé par les personnes suivantes :

Représentant de l'UFRB :

Superintendência de Assuntos Internacionais

Courriel : supai@reitoria.ufrb.edu.br

Téléphones : +55 75 36215315

Représentant de L'INSTITUT AGRO

Dominique LOUETTE

Responsable des mobilités académiques

Head of Academic Exchange and Erasmus Institutional Coordinator

+33 (0)4 99 61 26 35 | +33 (0)7 86 03 64 79

dominique.louette@supagro.fr

Service des Relations Internationales et Langues

Bât 11, salle 213 | 2 Place Viala | 30260 Montpellier cedex 2

Article 17°: Publication

Le présent accord est régi par les lois française et brésilienne, est établi en deux exemplaires, et est rédigé en langue français et en portugais.

Anne-Lucie WACK

✓ Certified by  yousign

Anne-Lucie WACK

La Directrice générale

L'Institut Agro

Date: 18/07/23

Local: Paris



Fábio Josué Souza dos Santos

Le Recteur

Universidade Federal do Recôncavo da Bahia

Date:

Local:

Acordo-quadro de cooperação universitária

entre

Institut National d'Enseignement Supérieur pour l'Agriculture, l'Alimentation et
l'Environnement

L'INSTITUT AGRO

e

Universidade Federal do Recôncavo da Bahia

Entre as seguintes partes:

L'Institut National d'Enseignement Supérieur pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement (Instituto Nacional de Ensino Superior para a Agricultura, Alimentação e Ambiente), doravante referido como "l'Institut Agro", criado pelo Decreto nº 2019-1459 de 27 de Dezembro de 2019.

L'Institut Agro é um estabelecimento público científico, cultural e profissional (EPSCP) sob a supervisão do Ministério da Agricultura e Alimentação, representado pela sua Diretora-Geral, Anne-Lucie Wack e cujo escritório está localizado na rue Scheffer 75016, 42 Paris, França.

Nas áreas da ciência e tecnologia da agronomia, agroecologia, alimentação, agroalimentação, horticultura, paisagem, floresta, gestão sustentável dos recursos naturais e dos territórios, meio ambiente e seres vivos, o Instituto exerce as seguintes missões:

- Treinamento e concessão de diploma de engenheiro e de doutorado para os quais é credenciado;
- Atividades de treinamento inicial e contínuo de pesquisa, divulgação de conhecimentos, competência e apoio à inovação e à criação de empresas;
- Contribuição para o treinamento inicial e contínuo dos dirigentes do Estado;
- Participação na difusão e na atratividade da França e na cooperação científica, técnica e pedagógica internacional.

E:

A **UNIVERSIDADE FEDERAL DO RECÔNCAVO DA BAHIA**, instituição pública de ensino, pesquisa e extensão, doravante designada por **UFRB**, com sede na Rua Rui Barbosa, 710. Centro - Cruz das Almas – Bahia, *BRASIL*, CEP 44380-000, CNPJ 07.777.800/0001-62. Representada pelo seu Reitor, o Sr. Dr. Fábio Josué Souza dos Santos

A UFRB é uma autarquia, criada pela Lei 11.151 de 29 de julho de 2005, que desenvolve atividades de ensino, pesquisa e extensão. Segundo seu Estatuto, a UFRB tem autonomia administrativa para firmar contratos, acordos, convênios e instrumentos similares.

Considerando os compromissos comuns da França e do Brasil em inscrever suas ações nas grandes linhas de cooperação que a Organização das Nações Unidas incentiva e desenvolve nas áreas de:

- direito internacional;
- segurança internacional;
- desenvolvimento econômico;
- progresso social;
- direitos humanos.

Para a manutenção da paz e da segurança no mundo fortalecendo, por meio da educação, ciência, cultura e comunicação, a colaboração entre as nações, com a finalidade de garantir o respeito universal pela justiça, pela lei, pelos direitos humanos e liberdades fundamentais de todos, sem distinção de etnia, gênero, língua ou religião, que a Carta das Nações Unidas reconhece para todos os povos.

Para o interesse principal que representa, para a França e para o Brasil, o objetivo da Organização das Nações Unidas para Alimentação e Agricultura (FAO) de ajudar a construir um mundo livre de fome.

L'Institut Agro e a UFRB assinam o presente acordo:

Artigo 1º: Objetivo deste acordo

Este acordo tem por objetivo promover uma cooperação nas áreas de pesquisa e ensino entre as duas instituições, reforçar as parcerias científicas, favorecer a mobilidade de professores pesquisadores, funcionários e estudantes, desenvolver programas de intercâmbio e pesquisa com base na reciprocidade e interesse mútuo.

O presente acordo visa a facilitar a realização de atividades de intercâmbio e cooperação entre as instituições nos campos de formação e pesquisa. Essas atividades podem ter as formas a seguir:

- 1) Mobilidade de estudantes para estágio universitário ou em empresas;
- 2) Mobilidade de estudantes da área de engenharia nos níveis de graduação, mestrado e doutorado, para participar de um programa de treinamento na instituição parceira;
- 3) Mobilidade de pesquisadores e professores pesquisadores para atividades de treinamento ou de pesquisa;
- 4) Mobilidade de funcionários para compartilhamento de boas práticas.

Artigo 2º: Implementação

A cooperação entre l'Institut Agro e a UFRB, pelo presente acordo-quadro, prevê a assinatura de acordos específicos sob a forma de projetos ou programas. Os programas reúnem um conjunto coerente de projetos.

Cada programa ou projeto é objeto:

- de um acordo específico que constitui um adendo ao presente acordo-quadro;
- da designação de um chefe de projeto ou responsável pelo programa por cada uma das partes;
- de uma avaliação anual comum, sob a forma de uma troca de notas sintéticas “balanço/perspectivas”.

Em conformidade com suas normas e regulamentos e de acordo com o interesse mútuo de ambas as partes, as duas instituições poderão cooperar em uma ou várias das áreas a seguir:

- Mobilidade de estudantes devidamente matriculados e de funcionários acadêmicos e administrativos.
- Programas de pesquisa e publicações científicas conjuntas.
- Intercâmbio de informações sobre programas de ensino e métodos de ensino.
- Organização conjunta de seminários, workshops, cursos, conferências e outras atividades similares relacionadas aos seus programas universitários e científicos.
- Programas de dupla diplomação.
- Co-orientação de tese de doutorado.
- Qualquer outro tipo de colaboração que possa interessar às Partes.

Artigo 3º: Intercâmbio acadêmico de estudantes sem certificação

Os estudantes que participam do programa deverão estar devidamente inscritos na Instituição de Origem (IO).

O intercâmbio poderá desenvolver-se durante um ou dois semestres. As datas dos semestres acadêmicos estão indicadas no anexo a este acordo.

Eles serão admitidos para assistir às aulas na instituição receptora (IR) sem o direito de obter um diploma da mesma.

3.1 Nível de estudo

Para participar do programa de intercâmbio, os estudantes da UFRB e do Institut Agro devem ter concluído, no mínimo:

- A) 3 anos de estudos universitários no Instituto Agro.
- B) 70% de conclusão do curso na UFRB.

3.2 Nível de idioma

Todos os estudantes devem atender às condições de admissão exigidas pela Instituição Receptora (IR) com relação ao domínio do idioma.

- Os estudantes do Institut Agro ficam obrigados a justificar sua competência linguística na língua portuguesa, em função dos cursos assistidos durante o intercâmbio e estágios realizados.

- Os estudantes da UFRB ficam obrigados a justificar sua competência linguística em francês e/ou inglês, segundo as normas do Institut Agro, em função dos cursos assistidos durante o intercâmbio. Em especial para o programa BRAFAGRI, o nível exigido da língua francesa é o B1.

3.3 Seleção

A IO é responsável pela seleção dos estudantes que participarão do programa. Para fins de avaliação, ela considera, segundo seus próprios critérios, o nível de estudo de cada candidato, seus resultados acadêmicos e o domínio da língua de ensino dentro da IR.

A candidatura dos estudantes pré-selecionados pela IO é transmitida antes do prazo da candidatura determinado pela IR .

A aceitação dos estudantes que participarão do programa é de responsabilidade da IR. Esta analisa os processos segundo seus próprios critérios e considera as vagas disponíveis no acordo ou nos cursos escolhidos pelos estudantes, a capacidade em recebê-los e a adequação entre a formação dos estudantes e os pré-requisitos exigidos pelos cursos que escolheram.

A IR informa a IO da sua decisão final de admissão dentro de dois meses após o prazo de candidatura. Em caso de rejeição da solicitação, a IR deverá justificar a sua decisão.

Para garantir a qualidade ideal do recebimento, a IO deve informar à IR todas as dificuldades decorrentes de deficiência ou de uma necessidade específica de acompanhamento que um estudante selecionado poderia ter.

3.4. Reconhecimento acadêmico:

Toda participação nos ciclos de ensino formais da IR em um contexto sem certificação resulta em um processo de candidatura na IR e à elaboração de um contrato de estudos que especifica os cursos que serão frequentados na IR.

O contrato de estudo é validado por um responsável da IR e enviado em um prazo razoável para a IO para aceitação e validação antes da chegada do estudante à IR.

Os cursos frequentados resultam em um teste de conhecimentos.

A IR fornece um boletim com os treinamentos realizados e os resultados obtidos. Estes resultados são considerados pela IO no currículo do estudante segundo as suas próprias modalidades.

Artigo 4° : Obrigações e direitos dos estudantes que participam dos intercâmbios de estudos

Os estudantes que participam dos intercâmbios de estudos sem certificação são matriculados e pagam a tarifa de inscrição e as despesas de treinamento pelas quais são responsáveis na sua IO.

Eles são matriculados automaticamente na IR e isentos dos custos de inscrição e treinamento na IR, salvo acordado entre as partes.

A IO faz o possível para financiar as despesas de estada, buscando apoio financeiro disponível (autoridades governamentais, parceiros industriais, etc.).

Durante a sua participação no programa, os estudantes, dentro da IR, possuem os mesmos direitos e deveres que os estudantes desta instituição.

Eles se comprometem a respeitar o programa de estudos aprovado pelas duas instituições.

Eles cumprem as exigências da instituição receptora em termos de seguro e de previdência social.

Eles devem, sobretudo, comprovar um seguro de responsabilidade civil, seguro de repatriamento, proteção individual em caso de acidente e seguro saúde. As partes signatárias deste acordo não assumirão nenhuma responsabilidade pelos custos vinculados aos acidentes, doenças, evacuação sanitária ou repatriamento dos participantes deste intercâmbio.

Os estudantes em mobilidade (estrangeiros) devem estar em acordo com os regulamentos migratórios do país anfitrião, incluindo a obtenção do visto de estudante correspondente à sua situação. Os próprios estudantes cumprirão as medidas necessárias para a obtenção dos seus vistos e serão responsáveis pelos custos correspondentes.

Além disso, os estudantes intercambistas são responsáveis pelas despesas relacionadas à viagem, alojamento, alimentação, deslocamento, seguros, compra de material didático, bem como quaisquer despesas pessoais durante o período de sua estada na IR.

O descumprimento destas regulamentações causará a suspensão imediata da mobilidade, sem prejuízo do devido processo legal.

Artigo 5° : Estágios em empresa ou estágios de pesquisa na IR

5.1: Designação dos estagiários

Em todos os casos, cada candidato a estágio deve ser recomendado por um professor da IO. Este se torna o orientador do candidato e o ajuda a preparar-se para um estágio no exterior na área escolhida.

Autorizar a saída do estudante para a realização de estágio, desde que a referida atividade ocorra em conformidade com os Regulamentos, Resoluções e demais normativos internos da IO.

5.2: Acompanhamento dos estagiários

A IR nomeia, por sua vez, um tutor de estágio que, junto com o orientador, propõe o tema preciso a ser trabalhado e acompanha o trabalho do estudante durante seu estágio no meio acadêmico ou industrial, dando-lhe acesso aos recursos necessários (documentação, computador, etc.). As condições de cada estágio devem ser detalhadas em um plano de trabalho. O conteúdo do plano de trabalho deve ser aprovado pelo orientador da IO e pelo tutor da IR e deve ser incluído em um cronograma detalhado das atividades que serão desenvolvidas. Nenhum candidato será aceito em um estágio na IR sem a aprovação prévia e explícita do plano de trabalho por ambas as partes.

As condições que regem cada estágio devem ser formalizadas segundo os procedimentos em vigor na IR.

5.3 Disposições legais

Os estudantes estão sujeitos às políticas e regulamentos da universidade receptora e do país (exemplo: obtenção de uma categoria especial de visto conforme os regulamentos de imigração, se necessário). Qualquer contravenção pode gerar o fim da estada do estudante.

A aceitação de participação em um estágio não constitui admissão a um programa de estudos universitários na IO.

5.4: Avaliação do estágio

A avaliação do estágio é definida em função do tipo de estágio realizado e das exigências da IO para a validação desta mobilidade.

Artigo 6º : Financiamento do estágio

Dentro das suas possibilidades orçamentárias, os parceiros fazem o possível para ajudar os estagiários a encontrar um financiamento e colocam à sua disposição o enquadramento e os equipamentos dos seus laboratórios. Pode-se conceder uma eventual gratificação de estágio ao estagiário segundo a regulamentação em vigor no país da IR e/ou a decisão da IR ou da empresa anfitriã.

Podem-se conceder assistência para encontrar um alojamento, bem como condições financeiras preferenciais. Os custos de transporte não serão, sob hipótese alguma, responsabilidade da IR.

Os estudantes selecionados devem garantir ao IR que dispõem de orçamento suficiente para o bom andamento da sua estada.

Todas as despesas de transporte, visto, seguro saúde (internação, cirurgia, emergência odontológica, evacuação sanitária e repatriamento de corpo), bem como as despesas com estada (alojamento e alimentação) são responsabilidade do participante individual do estágio e nenhuma das duas instituições é responsável por tais despesas.

Artigo 7° : Mobilidade de doutorado

As instituições parceiras estão dispostas a ampliar sua cooperação científica, sobretudo pelo intercâmbio de estudantes no âmbito de estudos de doutorado.

Para mobilidades parciais (Erasmus, por exemplo) além do contexto de uma coorientação, o doutorando será considerado um estudante de intercâmbio, isento dos custos de matrícula e treinamento.

Artigo 8° : Mobilidade de professores, pesquisadores e funcionários

8.1: Disposições gerais

As duas partes incentivam o desenvolvimento de iniciativas de pesquisa colaborativa e da troca de informações entre os indivíduos ou grupos que trabalham em cada instituição.

Os responsáveis pelo acordo verificam se a mobilidade proposta fornece benefício mútuo para as duas instituições e preservam um equilíbrio justo entre elas.

Cada situação particular de intercâmbio de professores, pesquisadores e funcionários é avaliada e aprovada pela parte à qual estão vinculados os candidatos à mobilidade na IO.

Os processos de intercâmbio são enviados para aprovação do(s) departamento(s) ou laboratório(s) da IR que receberão o professor, pesquisador ou funcionário e aprovados pelos devidos canais.

As condições de trabalho estão sujeitas a acordo prévio por escrito.

8.2 Remuneração, custos e seguros

Em conformidade com as leis e regulamentações em vigor em cada Estado, os professores, pesquisadores e funcionários em intercâmbio continuarão sendo remunerados pela instituição à qual estão vinculados.

Nos termos deste acordo, os professores, pesquisadores e funcionários em intercâmbio devem apresentar uma apólice de seguro que cobre, durante a sua estada e seu deslocamento no país receptor, os seguintes riscos: doença, internação, acidente, repatriamento, responsabilidade civil.

Os professores, pesquisadores e funcionários em situação de mobilidade (estrangeiros) deverão estar em conformidade com as leis e regulamentos de imigração e em vigor no país da IR e serão responsáveis pela obtenção dos vistos necessários.

8.3 Compromissos da IR

A IR compromete-se a fornecer um espaço de trabalho e o acesso às bibliotecas e instalações técnicas adequadas aos professores, pesquisadores ou funcionários em mobilidade, conforme acordado previamente.

8.4 Atividades durante a estada na IR

Os funcionários que participam da mobilidade ficam obrigados a respeitar o processo administrativo em vigor na sua instituição de origem para a organização da sua missão que compreende, entre outros, um plano de trabalho acordado entre as partes.

Eles podem dar aulas, fazer palestras, estudar as possíveis linhas de pesquisa e aconselhar os estudantes da IR conforme determinado em comum acordo entre as instituições e conforme cada caso particular.

Os professores visitantes devem ter um bom conhecimento do idioma de ensino (B2 no Quadro Europeu Comum de Referência para as Línguas - QECL) se forem convidados a dar aula.

Artigo 9º : Disposições gerais

9.1: Número de estudantes:

O número de estudantes admitidos para participar dos diferentes programas (intercâmbio, doutorado...) é determinado, a cada ano, de acordo com o entendimento de ambas as partes, em função da quantidade de vagas nos programas de estudo. Será buscado o equilíbrio dos programas de intercâmbio, sem, no entanto, ter um caráter obrigatório

9.2: Acompanhamento da IR

A IR compromete-se a acompanhar os estudantes, doutorandos, professores, pesquisadores ou funcionários em mobilidade nas suas instalações e, sobretudo, a ajudá-los a alojar-se adequadamente, bem como assisti-los com relação às formalidades de imigração no local.

9.3: Comunicação:

Cada instituição compromete-se a promover este acordo e, para tal, compromete-se a compartilhar quaisquer documentos que podem informar os candidatos sobre os programas de estudos oferecidos.

9.4: Acompanhamento do programa:

As duas partes farão consultas sempre que necessário e irão encontrar-se, pelo menos, uma vez por ano para avaliar seus resultados e considerar possíveis desenvolvimentos do programa. Cada instituição designará uma ou várias pessoas responsáveis pela implantação e acompanhamento das ações previstas.

Artigo 10º: Vigência e rescisão

a) Vigência e renovação:

O presente acordo entra em vigor na data da última assinatura e será válido por 5 (cinco) anos. Cada uma das partes é responsável por coletar as eventuais autorizações pelas quais a validade da sua assinatura possa estar condicionada. Após 05 (cinco) anos, somente em caráter excepcional, devidamente justificado e mediante autorização da autoridade superior, o prazo poderá ser prorrogado em até (no máximo) 12 (doze) meses. O acordo pode ser renovado, pelo consentimento mútuo e por escrito, pelo menos, 3 (três) meses antes da data de vencimento.

b) Alteração e rescisão:

As alterações referentes a este acordo serão feitas apenas com o consentimento mútuo e por meio de um termo aditivo entre as partes, por iniciativa de qualquer uma das instituições. O presente acordo poderá ser renunciado a qualquer momento por qualquer uma das partes, sob reserva do respeito de um aviso prévio de seis meses e da finalização dos trabalhos e intercâmbios em andamento.

Artigo 11º: Direito de propriedade intelectual

As duas instituições facilitarão a publicação conjunta, a exploração e a proteção dos resultados, em conformidade com os procedimentos relativos à proteção dos direitos de propriedade intelectual e industrial específicos de cada país.

As duas Partes comprometem-se a mencionar sistematicamente os nomes de ambas as instituições nas publicações, relatórios, apresentações, atividades e tudo o que for considerado produto de um esforço comum de colaboração e cooperação acordado no presente documento.

Artigo 12º: Respeito aos compromissos internacionais:

L'Institut Agro e a UFRB reservam-se o direito de suspender imediata e unilateralmente esta cooperação quando se aplicar

- i. a Lei,
- ii. um acordo internacional regularmente ratificado ou aprovado;
- iii. uma resolução do Conselho de Segurança das Nações Unidas;
- iv. mediante solicitação das respectivas autoridades de supervisão;
- v. no caso de não cumprimento pela outra parte das suas obrigações.

O presente acordo pode ser renunciado por cada uma das duas Partes, observando o aviso prévio de 6 meses.

Artigo 13º: Resolução de litígio:

Qualquer litígio relativo à interpretação e/ou aplicação do presente acordo e dos acordos específicos subsequentes será resolvido por negociação direta.

Artigo 14º: Comprometimento das partes:

- a) Ausência de relações de trabalho:
Em todas as ações relativas ao presente acordo e aos acordos específicos posteriores, as partes acordam que os empregados ou terceirizados de cada instituição trabalharão sob a direção exclusiva da instituição que estabeleceu a sua relação de trabalho ou de contrato.
- b) Ausência do regime de solidariedade:
Não existe regime de solidariedade entre as partes subscritas no presente acordo, sendo cada uma responsável pelas obrigações pactuadas.
- c) Transferência:
As partes não podem transferir nenhuma parte deste acordo a uma terceira pessoa ou entidade salvo em caso de autorização prévia por escrito da outra parte.

Artigo 15º: Condições financeiras:

O presente acordo não cria, por si só, nenhuma obrigação financeira para qualquer parte. As partes acordam que as atividades referentes ao presente acordo e das outras disposições e planos de atividade específicos serão implementadas de acordo com a capacidade e recursos de que as partes dispõem.

Artigo 16º: Representação institucional

As partes designarão uma Comissão Mista responsável pela coordenação, desenvolvimento e acompanhamento deste Acordo de Cooperação, liderada pelas seguintes pessoas:

Representante da UFRB:

Superintendência de Assuntos Internacionais

e-mail: supai@reitoria.ufrb.edu.br

Telefones: +55 75 36215315

Representante de L'INSTITUT AGRO

Dominique LOUETTE

Responsable des mobilités académiques

Head of Academic Exchange and Erasmus Institutional Coordinator

+33 (0)4 99 61 26 35 | +33 (0)7 86 03 64 79

dominique.louette@supagro.fr

Service des Relations Internationales et Langues

Bât 11, salle 213 | 2 Place Viala | 30260 Montpellier cedex 2

Artigo 17. Publicação

O presente acordo é regido pelas leis francesa e brasileira, foi redigido em duas vias, em francês e português.

Anne-Lucie WACK

✓ Certified by  yousign

Anne-Lucie WACK

Diretora Geral

L'Institut Agro

Data: 18/07/23

Local: Paris

Fábio Josué Souza dos Santos

Reitor

Universidade Federal do Recôncavo da Bahia

Data:

Local:

**PLANO DE TRABALHO
ACORDO DE COOPERAÇÃO INTERUNIVERSITÁRIO**

ENTRE

**A UNIVERSIDADE FEDERAL DO
RECÔNCAVO DA BAHIA (BRASIL) E O INSTITUT AGRO (FRANCE)**

OBJETO

A mobilidade de discentes e de docentes das duas instituições parceiras.

JUSTIFICATIVA/OBJETIVOS

A razão deste plano de trabalho é fixar os objetivos dos parceiros em relação à promoção do ensino superior, ampliação de conhecimento e competências propostas aos estudantes e a preservação do conhecimento em benefício da sociedade dos dois países parceiros com o fim de melhorar o ensino e a inovação no que diz respeito à produção agrícola sustentável para desenvolver as zonas rurais.

CRONOGRAMA DE METAS A SEREM ATINGIDAS

1º ao 4º Ano

- Preparação de estudantes para o processo seletivo para a mobilidade internacional;
- Seleção de 3 estudantes por ano e por país, conforme os critérios definidos conjuntamente, inclusive quantos aos termos de competências linguísticas;
- Realização de uma missão de trabalho por ano, na medida em que possam ser financiadas pelo programa BRAFAGRI.
- Organização de uma sessão de vídeo por ano (aulas temáticas, conferências, reuniões temáticas, etc), envolvendo os professores e os estudantes das instituições do projeto.

ETAPAS DE EXECUÇÃO

As etapas seguintes e as fases de execução descritas abaixo detalham um ciclo de intercâmbio, cuja duração total é de **01 (um) ano universitário**.

Etapas/Fases	Prazo
1 – Mobilidade dos estudantes.	
Preparação dos estudantes para o processo seletivo para a mobilidade internacional; seleção de 5 estudantes, no máximo, por ano e por estabelecimento.	Antes de 30 de abril para uma mobilidade com início em setembro e antes de 1 de novembro para uma mobilidade com início em fevereiro. (Institut Agro)
2. Missão de trabalho para os professores.	
1 (uma) missão anual por estabelecimento.	1 (uma) semana, a ser programada em função da disponibilidade das equipes acadêmicas de ambas as instituições.
3. Videoconferência	
Organização de um encontro virtual entre as equipes das duas instituições, de acordo com a disponibilidade das partes envolvidas.	

PREVISÃO DE INÍCIO E FIM DA EXECUÇÃO DO PLANO DE TRABALHO

O início da execução deste Plano de Trabalho se dará imediatamente após a assinatura do Acordo de Cooperação entre a UFRB e o Institut Agro e permanecerá em vigor pelo mesmo período que o referido acordo.

FISCALIZAÇÃO

É de responsabilidade mútua do Serviço de Relações Internacionais do Institut Agro e da Superintendência de Assuntos Internacionais da UFRB.

Assinado pela Universidade Federal do Recôncavo da Bahia e pelo Institut Agro em dois exemplares originais.

Prof. Dr. Fábio Josué Souza dos Santos

Reitor
Universidade Federal do Recôncavo da Bahia

Data:

Mme. Anne-Lucie WACK

Diretora
Institut Agro

Anne-Lucie WACK

✓ Certified by  yousign

Data::

Assinado pela Universidade Federal do Recôncavo da Bahia e pelo Institut Agro em dois exemplares originais.



Prof. Dr. Fábio Josué Souza dos Santos

Reitor
Universidade Federal do Recôncavo da Bahia

Data:

Mme. Anne-Lucie WACK

Diretora
Institut Agro

Data.: 18/07/23

PLAN DE TRAVAIL
ACCORD CADRE DE COOPERATION INTER-UNIVERSITAIRE
ENTRE
L'UNIVERSIDADE FEDERAL DO
RECÔNCAVO DA BAHIA (Brésil) ET INSTITUT AGRO (FRANCE)

OBJET

La mobilité des étudiants et enseignants des deux établissements partenaires.

OBJECTIFS

La raison d'être de ce plan de travail est de fixer les objectifs des partenaires en termes de promotion de l'enseignement supérieur, d'élargissement des connaissances et compétences proposées aux étudiants et de préservation de la connaissance au profit des sociétés des deux pays partenaires afin d'améliorer l'enseignement et l'innovation dans le domaine de la production agricole durable pour développer les zones rurales.

CALENDRIER DES RÉSULTATS

ATTENDUS

1^{re} à 4^e année

- Préparation des étudiants au processus de sélection pour la mobilité internationale.
- Sélection de 3 étudiants par an et par pays, conformément aux critères définis conjointement, notamment en termes de compétences linguistiques.
- Réalisation d'une mission de travail par an dans la mesure où elles peuvent être financées par le programme BRAFAGRI.
- Organisation d'une session vidéo par an (classes thématiques, conférences, réunions techniques, etc.), impliquant les enseignants et les étudiants des institutions du projet.

ÉTAPES D'EXECUTION

Les étapes suivantes et les phases d'exécution décrites ci-dessous détaillent un cycle d'échange, dont la durée totale est d'une année universitaire.

Étapes/Phases	Calendrier
1- Mobilité des étudiants.	
Préparation des étudiants au processus de sélection pour la mobilité internationale; sélection de 5 étudiants maximum par an et par établissement.	Avant le 30 avril pour une mobilité débutant en septembre et avant le 1 ^{er} novembre pour une mobilité débutant en février.(Institut Agro)
2. Missions de travail pour les enseignants	
1 mission annuelle par établissement.	Une semaine à programmer en fonction des disponibilités des équipes pédagogiques des deux établissements.
3. Vidéoconférence	
Organisation d'une rencontre virtuelle entre les équipes des deux établissements en fonction des disponibilités des parties concernées.	

PRÉVISIONS DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE TRAVAIL

Le début de la mise en œuvre du Plan de Travail aura lieu immédiatement après la signature de l'Accord-cadre entre UFRB et L'Institut Agro et sera en vigueur pour la même période.

SURVEILLANCE

Il est de la responsabilité mutuelle du Service des Relations Internationales de L'institut Agro et de la Surintendance des Affaires Internationales de l'UFRB.

Signé par l'Universidade Federal do Recôncavo da Bahia et par L'Institut Agro en deux exemplaires originaux.

Prof. Dr. Fábio Josué Souza dos Santos

Rector
Universidade Federal do Recôncavo da Bahia

Date:

Mme. Anne-Lucie Wack

Directrice
Institut Agro

Anne-Lucie WACK

✓ Certified by  yousign

Date:

Signé par l'Universidade Federal do Recôncavo da Bahia et par L'Institut Agro en deux exemplaires originaux.



Prof. Dr. Fábio Josué Souza dos Santos

Rector
Universidade Federal do Recôncavo da Bahia

Date:

Mme. Anne-Lucie Wack

Directrice
Institut Agro

Date: 18/07/23